

L'ÉTAT NOUS IMPOSE SA LOGIQUE LIBÉRALE

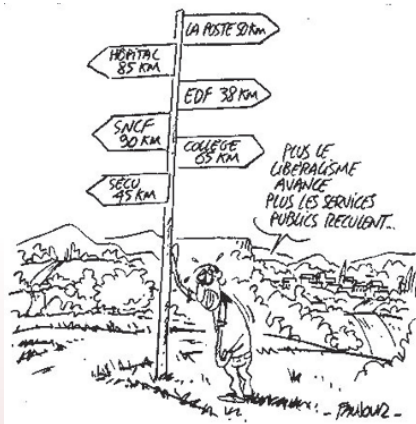
La loi 2002-2 a vu apparaître la notion d'intervention sociale opposée au travail social. Elle est apparue dans le champ de politique de la ville.

Elle est une logique qui s'implante dans tous les secteurs du travail social classique. Elle est une conséquence pratique du néo-libéralisme et repose sur les critères suivants : court terme, compétence, suivi, relation de service et porte essentiellement un intérêt au symptôme des problèmes.

Force est de constater qu'il est question de démanteler un peu plus les services publics et le transfert au privé lucratif en accélérant la marchandisation sous la pression des directives européennes.

Cela se traduit par :

- ✓ la logique des appels d'offres : abandon et externalisation des missions de service public, délégations de services publics, partenariats public-privé, mise en concurrence des opérateurs et alignement sur le moins-disant. On assiste au glissement progressif vers le privé lucratif des secteurs de la formation, de l'aide à domicile et de l'autonomie ;
- ✓ révision des conventions collectives (CC.66 et Croix Rouge) voire dénonciation (CC.51) dans le secteur privé non-lucratif, avec l'objectif, à terme, d'une convention collective unique de bas niveau dans la branche ;
- ✓ regroupement d'établissements, fusion-absorption d'associations.



Dans les services publics :

- ✓ des coupes budgétaires qui se traduisent par la réduction des subventions aux organismes délégataires ;
- ✓ des fermetures de postes et des réorganisations successives de services et l'abandon de certaines missions, voire de territoires.



NOUS AFFIRMONS QUE LE CHAMP DE LA SANTÉ ET DE L'ACTION SOCIALE DOIT ÉCHAPPER À TOUTE FORME DE MARCHANDISATION.

La participation des citoyens (salariés et bénéficiaires compris) au côté des élus constitue un enjeu déterminant pour ce qui a trait à son organisation.

Notre revendication d'un grand service public d'action sociale constitue ainsi une *«alternative cohérente au processus de marchandisation»* imposé par les marchés et leurs alliés.